

souhaite qu'elles se continuent et se répètent fréquemment et qu'on leur accorde plus de publicité.

Au fait, je suis d'avis qu'en ce qui a trait à tous les articles d'importation que les Canadiens consomment actuellement, le gouvernement devrait leur attacher beaucoup plus d'importance. C'est là ma suggestion. Il devrait mettre sous les yeux du peuple, et plus particulièrement les associations commerciales et industrielles, les différents articles de nos importations, leur volume, leur importance, la possibilité de les produire nous-mêmes, et leur consommation dans les divers secteurs du pays.

A l'heure actuelle, tous les pays du monde essaient de se suffire à eux-mêmes. Je reconnais que le fait de vouloir se suffire complètement serait probablement économiquement illogique. Il y a certainement des choses qu'on ne peut produire ici, au Canada, d'une façon économique, voire même rentable, mais je suis assuré qu'une analyse poussée et qu'un travail consciencieux en la matière nous permettraient d'établir qu'un grand nombre des produits que nous importons peuvent être fabriqués ici, au Canada.

Dans cet ordre d'idées, le premier domaine industriel qui me vient à l'esprit est celui de l'automobile. Au fait, selon les dires et les données statistiques qui nous sont fournies de temps à autre, la participation canadienne n'est que de l'ordre de 50 p. 100 dans l'industrie de l'automobile. On nous dit que 50 p. 100 des pièces sont produites au Canada tandis que 50 p. 100 sont importées, et que le tout est assemblé ici. Je suis convaincu qu'il y aurait possibilité d'augmenter notre pourcentage de la production des pièces qui entrent dans la fabrication d'une automobile au Canada, et je suis d'avis que cette sphère de l'industrie de l'automobile devrait être l'une des premières que nous devrions étudier, puisqu'elle comporte une partie importante de nos importations.

Monsieur le président, je conçois qu'il est assez difficile de toucher à tous les sujets, mais je désire revenir, pour un moment, sur une question qui me frappe à l'instant.

On nous demande d'instituer des comités de formation ouvrière. Évidemment, je me rends compte que nous sommes en retard, mais à toutes fins pratiques, il n'est jamais trop tard. Au fait, il est une chose qu'il ne faut jamais oublier. C'est que quel que soit le degré de formation universitaire ou de compétence technique qu'un homme possède aujourd'hui, par suite de la rapidité de notre évolution mécanique, industrielle et économique, si cet homme compétent s'en tient à son bagage de connaissances du moment, s'il ne continue pas à étudier et à évoluer au même rythme que l'automation et l'économie,

eh bien, en 1982, il sera aussi en retard que nous le sommes aujourd'hui, comparative-ment à 1942.

Monsieur le président, je suis d'avis que les solutions que pourra susciter le projet de résolution proposé par l'honorable ministre du Travail seront d'autant plus efficaces que tous ensemble, travailleurs, législateurs, industriels, membres de syndicats, nous collaborerons à lui donner le plus haut degré d'efficacité.

Avant de terminer mes observations, je tiens à répéter que tant et aussi longtemps que nous nous en tiendrons à notre concept économique monétaire actuel, nous aurons toujours à faire face au problème de l'emploi. Si nous importons, aujourd'hui, des produits qui sont fabriqués à l'extérieur pour les ouvrir chez nous, nous aurons réglé une partie de nos problèmes, mais la réaction ne tardera pas à s'ensuivre. Au fait, je suis d'avis que si nous importons un grand nombre de produits américains et que nous les ouvrons ici, au Canada, nous allons créer chez les Américains une situation de chômage. C'est une chaîne à l'échelon mondial.

Du reste, nous avons constaté que le chômage et les problèmes économiques avaient été à la base des guerres qui ont sévi dans l'histoire du monde.

Nous nous battons actuellement pour nous emparer des marchés étrangers. Le Canada fait des efforts pour conquérir les marchés étrangers. Tous les pays du monde en font actuellement autant. Tous les pays sont vendeurs à l'étranger. Au fait, je me demande si nous sommes réellement logiques de vouloir continuer à multiplier nos efforts pour vendre aux pays étrangers quand nous savons que tous ces pays multiplient, eux aussi, leurs efforts pour venir vendre chez nous.

Monsieur le président, je suis d'avis que nous pouvons déduire de cette réflexion que la solution du problème ne réside pas dans l'exportation de notre production. Au contraire, elle réside dans l'augmentation de la consommation de la population canadienne, et ce n'est que lorsque nous aurons réalisé cette augmentation de la consommation chez tous les Canadiens que nous pourrions croire et dire que nous avons amélioré la situation dans notre pays.

D'ici quelques années, tous les pays du monde devront envisager les problèmes sous cet aspect, car par suite de l'augmentation des possibilités de production, ils pourront surproduire et, à ce moment-là, si nous n'avons pas rajusté notre façon de concevoir les choses et de distribuer cette production finie, nous aurons probablement à faire face à la plus grande catastrophe que le monde ait jamais connue. Nous ferons aussi preuve du plus